

Cahier des Clauses Administratives Particulières

RELANCE

PRESTATIONS D'HEBERGEMENT ET
D'INFOGERANCE POUR LES SITES INTERNET DES
CCI DE LA REGION HAUTS DE FRANCE

Réf. marché : CCIR-DSI-2024-94

Date et heure limites de réception des offres :

MARDI 11 FEVRIER 2025 à 12h00

SOMMAIRE



ARTICLE 1.	OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES.....	3
ARTICLE 2.	CONDITIONS D’EXECUTION DE L’ACCORD CADRE.....	6
ARTICLE 3.	MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS GENERALES.....	7
ARTICLE 4.	CONTRÔLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 5.	GARANTIE DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 6.	MODALITES ET DETERMINATION DES PRIX.....	14
ARTICLE 7.	MODALITES de reglement	16
ARTICLE 8.	SOUS-TRAITANCE.....	19
ARTICLE 9.	PENALITES.....	19
ARTICLE 10.	RESPONSABILITE/PREJUDICE	21
ARTICLE 11.	ASSURANCE	21
ARTICLE 12.	RESILIATION	21
ARTICLE 13.	REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	22
ARTICLE 14.	ATTRIBUTION DE JURIDICTION.....	23

NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC

Représentation des parties

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur :

CCI de région HAUTS-DE-France
299 BOULEVARD DE LEEDS
CS 90028
59031 LILLE CEDEX

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable.

Le représentant de l'acheteur est, par délégation, le Directeur des Systèmes d'Information, seul habilité à représenter l'acheteur lors de l'exécution des bons de commande.

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-TIC, les interlocuteurs techniques de l'acheteur sont désignés au titulaire dans les 15 jours qui suivent la notification de l'accord-cadre initial (nom, prénom, n° téléphone, adresse et adresse électronique valide). Ces interlocuteurs réceptionnent les demandes du titulaire et suivent l'exécution des prestations. Ces échanges ne sont pas contractuels. Si ces interlocuteurs changent, l'acheteur en avertit immédiatement le titulaire.

Pour le titulaire :

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-TIC, le titulaire doit désigner à l'acheteur, la personne physique (nom, prénom, n° téléphone, adresse et adresse électronique valide) ayant qualité d'interlocuteur unique pour le représenter lors de l'exécution de l'accord-cadre initial dès la remise de son offre.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, si ce représentant change, le titulaire en avise immédiatement l'acheteur et propose un remplaçant présentant au minimum le même niveau de compétence et assurant le même suivi des prestations ainsi que leur qualité. En cas de manquement de ce représentant, constatée par la rédaction d'un procès-verbal à l'initiative de l'acheteur notifié au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, l'acheteur se réserve le droit de demander au titulaire, son remplacement dans un délai maximum de 3 mois à compter de la date de réception de l'avis précité.

Cotraitance :

Si l'accord-cadre initial est conclu avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant de l'acheteur pour l'exécution des bons de commande.

Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG-TIC, dans le cas d'un groupement solidaire, il peut être prévu une répartition des paiements entre les cotraitants.

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG-TIC, en cas de défaillance du mandataire du groupement lors de l'exécution de l'accord-cadre initial, les membres du groupement disposent d'un délai de 8 jours à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure de l'acheteur pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant de l'acheteur, une modification sera établie sur cette base afin de modifier l'accord-cadre initial. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, l'accord-cadre sera résilié.

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'hébergement des sites internet de la CCI Hauts de France.
La mission consiste à héberger des sites web de la CCI de région Hauts de France et d'assurer la maintenance, l'exploitation et le suivi de l'infrastructure d'hébergement.
Dans le cadre de ce marché, il est attendu un service d'infogérance complet avec des prestations associées.

Ce marché est une relance et fait suite à un précédent appel d'offre qui a été déclaré sans suite.

1.2 Procédure de passation et forme du marché

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions suivantes de l'article R2124-2 1° - Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire.

L'accord-cadre s'exécutera au moyen de bons de commande fixant toutes les conditions d'exécution des prestations sans négociation ni remise en concurrence en application des articles L.2125-1 ; R.2162-13 ; R.2162-14 du Code de la commande publique.

1.3 Montant

Le présent marché est conclu sans seuil minimum et avec un seuil maximum de 250 000 € HT sur la durée totale de l'accord cadre, reconductions comprises.

Le montant maximum pour 12 mois est fixé à 62 500€ HT.

1.4 Durée du marché et délais d'exécution

Un contrat d'hébergement est en cours, celui-ci prendra fin au 30 avril 2025.

Le présent accord-cadre prendra effet à compter du 01 mai 2025 ou à défaut la date indiquée dans le courrier de notification pour une durée ferme de 12 mois.

Le marché sera reconductible 3 fois par tacite reconduction pour une période de 12 mois, soit une durée globale de 48 mois maximum.

En cas de non-reconduction, le titulaire se verra notifier une décision par voie expresse au minimum 2 mois avant la date anniversaire du marché.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure de la survenance des besoins. La durée d'exécution d'un bon de commande est de 12 mois maximum.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à la fin d'exécution du présent accord cadre conformément aux dispositions de l'article R2162-5 du code de la commande publique.

Si le titulaire n'est pas celui qui est en place actuellement, la reprise de l'existant devra être effectuée entre la date de notification (date prévisionnelle : mars 2025) et au plus tard le 30 avril 2025.

L'exécution des bons de commande peut être postérieure à la date d'échéance de l'accord-cadre en cas d'inachèvement des prestations à la fin du marché public.

Modalités de reconduction :

Le contrat est reconduit de manière tacite. L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 2 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

Le délai d'exécution maximum des prestations des bons de commande est déterminé comme suit :

- 3 mois pour les prestations relatives à la reprise de l'existant
- 12 mois pour les prestations relatives aux ressources et les prestations d'hébergement et d'infogérance
- 6 mois pour les prestations ponctuelles, les prestations de suivi de qualité et de réversibilité

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire. L'exécution des bons de commande ne peut se prolonger au-delà de la date limite de validité du marché public, à l'exception des bons de commande émis pendant la validité du marché public en cas d'inachèvement des prestations à la fin du marché public.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG, chaque bon de commande fait l'objet d'un accusé réception par le titulaire, par courriel, dans un délai de soixante-douze (72) heures à compter de la date de réception du document.

Reconduction anticipée du contrat :

La reconduction intervient :

- Au plus tôt à compter de la date de notification du bon de commande qui provoque le dépassement du montant maximum périodique.
- Au plus tard au terme d'un délai d'un an à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Si le montant maximum de la dernière périodicité est atteint avant le terme de l'accord-cadre initial, la périodicité suivante pourra débuter par anticipation à une date convenue entre le représentant de l'acheteur et le(s) titulaire(s) par le biais d'une modification.

Si le montant maximum de la dernière périodicité est atteint avant le terme de l'accord-cadre initial, ce dernier prend fin de plein droit.

Prolongation du délai d'exécution / de livraison

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter le délai d'exécution / de livraison du fait d'un événement revêtant le caractère de force majeure ou du fait du représentant pouvoir adjudicateur, une prolongation du délai est accordée, dans les conditions visées au CCAG.

Le titulaire doit signaler immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur, par courriel, les causes échappant à sa responsabilité qui font obstacle à l'exécution du bon de commande ou du marché public subséquent dans le délai imparti, ainsi que la date à laquelle ces dernières sont apparues.

En revanche, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, s'il le juge nécessaire, de faire application de l'article « Pénalités » du présent CCAP.

1.5 Allotissement

Le non-allotissement se justifie par le fait que le présent marché nécessite une homogénéité dans sa réalisation telle que la dévolution en lots séparés rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.6 Décomposition en tranches

Sans objet.

1.7 Prestations similaires

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

1.8 Clause de réexamen

En application de l'article L.2194-1 du code de la commande publique, le marché public peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence.

Ces modifications ne peuvent avoir pour effet de modifier la nature globale du marché.

Les modifications s'exécutent selon les prescriptions des articles R.2194-1 et suivants du code de la commande publique.

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG-TIC.

Ainsi, des modifications du périmètre des prestations pourront être apportées au contrat, sous réserve qu'elles ne soient pas substantielles, et qu'elles ne bouleversent pas l'économie du marché.

Notamment, à tout moment pendant la durée du marché, le Pouvoir Adjudicateur peut faire évoluer le marché en raison de spécifications ou exigences techniques, d'évolution technologique majeure ou de l'évolution ses besoins. En cas de modification du contrat, un avenant sera établi avec paiement au prorata.

ARTICLE 2. CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE

2.1 Pièces contractuelles de l'Accord Cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG T.I.C, les pièces constitutives de l'accord cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées en application des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le bordereau de prix unitaires (BPU)
- Le catalogue fournisseur
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), en vigueur le jour du lancement de la consultation ;
- Le Cahier des Clauses Simplifiées de Cybersécurité conformément à l'arrêté du 18 septembre 2018
- Les bons de commande émis au fur et à mesure de l'exécution
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution
- L'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes comprenant le Plan d'Assurance Sécurité (PAS),

Les documents conservés dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale

Les pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du Titulaire.

2.2 Pièces non contractuelles

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- La Liste des Quantités estimées annuelles

En application de l'article L.313-23 et suivants du code monétaire et financier et s'agissant d'un accord-cadre exécuté par des bons de commande, il est possible de remettre un exemplaire unique à la demande du titulaire, par bon de commande.

Toutefois, à la demande du titulaire, si l'accord-cadre est conclu avec un seul titulaire et comprend un seuil maximum en valeur, il sera possible de délivrer un exemplaire unique valable pour l'ensemble des commandes à passer jusqu'au montant maximum de l'accord-cadre initial.

Pour permettre au sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement direct ont été agréées, de céder ou nantir sa créance, le représentant de l'acheteur lui remet une copie de son acte spécial, avec la mention d'exemplaire unique à sa demande.

2.3 Lieux d'exécution

Les prestations seront exécutées à l'adresse et dans les délais indiqués dans le bon de commande.

ARTICLE 3. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS GENERALES

3.1 Obligations du titulaire

3.1.1 Pilotage et suivi du marché

Réunion de lancement

Une réunion de lancement d'une durée de maximum quatre (4) heures entre le représentant de la Direction des Systèmes Informatiques (DSI) et le titulaire aura lieu à Lille dans les locaux de la DSI à la CCI région Hauts de France (299 boulevard de Leeds) ou en distanciel après la notification du marché afin de préciser le contexte et les différentes phases de réalisation.

La présence de l'interlocuteur unique dédié est requise lors de la réunion de lancement.

Le prix de cette réunion est compris dans les prix remis par les soumissionnaires.

Elle permettra de préciser le contexte et les différentes phases inhérentes à la réalisation et la mise en place du projet, en tenant compte des responsabilités du titulaire et de la DSI de la région Hauts de France.

L'objet de la réunion de lancement est le suivant :

- Présentation du périmètre du marché : objet principal et possibilités offertes par celui-ci ;
- Présentation des intervenants et de leurs rôles ;
- Elaboration de la commande initiale et des principales commandes à prévoir ;
- Création d'un macro-planning des principaux objectifs du marché ;
- Conditions d'ouverture et de suivi d'incidents (tickets, GTR applicables) ;

- Définition de la procédure spécifique de gestion des incidents de sécurité ;
- Matrice d'escalade, pouvoir adjudicateur et titulaire ;
- Modalités d'exécution du marché (délais et pénalités) ;
- Définition du protocole d'échange sécurisé.
- L'étude détaillée des VM existantes, et la définition des niveaux de complexité
- La reprise de l'existant.

Le Titulaire rendra compte périodiquement au Pouvoir Adjudicateur au travers des reporting réguliers et des échanges par mail ou téléphone.

Chaque trimestre, un compte-rendu d'activité sera fourni à la CCI

Une fois par an, le titulaire organisera une réunion afin d'effectuer le suivi des prestations. Celle-ci se déroulera de manière physique dans les locaux de la CCIR, éventuellement en visio ou téléphone ou encore chez le titulaire du marché.

Le Titulaire rédigera le compte-rendu de la réunion et le diffusera au Pouvoir Adjudicateur dans un délai maximum de 5 jours ouvrés.

Dans le cas d'incidents techniques ou de dysfonctionnements majeurs, la CCI de Région Haut-de-France pourra organiser des réunions exceptionnelles en plus des réunions planifiées. Ces réunions supplémentaires ne devront pas avoir d'incidence financière.

3.1.2 Obligation de résultat

Le Titulaire s'engage sur la base d'une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations objet du marché. Il doit atteindre les résultats prévus dans son offre ainsi que tous les résultats attendus et découlant du présent CCTP. Si le titulaire recourt à la sous-traitance, cette obligation de résultat s'étend à tous les sous-traitants.

3.1.3 Obligation de moyens humains

INTERLOCUTEUR UNIQUE DEDIE

Lors de la remise de son offre, le Titulaire indique les coordonnées professionnelles de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des prestations en son nom.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, si ce représentant change, le titulaire en avise immédiatement l'acheteur et propose un remplaçant présentant au minimum le même niveau de compétence et assurant le même suivi des prestations ainsi que leur qualité. En cas de manquement de ce représentant, constatée par la rédaction d'un procès-verbal à l'initiative de l'acheteur notifié au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, l'acheteur se réserve le droit de demander au titulaire, son remplacement dans un délai maximum de 3 mois à compter de la date de réception de l'avis précité

Cet Interlocuteur devra être joignable par téléphone en heures et jours ouvrés du Lundi au Vendredi de 8h à 18h00. Il est chargé notamment :

- d'assurer un support technique et administratif auprès de l'équipe DSI du Pouvoir adjudicateur ;
- d'assurer un premier niveau d'escalade pour la résolution des pannes ;
- de participer aux comités de pilotage

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés dans son mémoire technique.

Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

Le Titulaire est réputé avoir vérifié l'exactitude des qualifications du personnel intervenant sur ces prestations.

Si pour une raison indépendante de sa volonté, un des personnels désignés dans le cadre de réponse du Titulaire est dans l'impossibilité d'assurer lui-même la prestation, le Titulaire se devra d'en informer sans délai le Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire prend alors toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise ni altérée.

Le Titulaire est obligé de désigner un remplaçant d'expérience au moins équivalente et d'en communiquer sans délai le nom, les qualifications et les références au Pouvoir Adjudicateur pour accord.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé par le Titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

Cette décision n'ouvre droit à aucune indemnité.

3.1.4 Obligation d'information, de conseil et de mise en garde

Le Titulaire reconnaît être tenu envers la CCI Hauts-de-France d'une obligation générale de conseil, d'information, de recommandation relative aux prestations objet du marché et de mise en garde contre tous les risques découlant de ces prestations.

Le Titulaire s'engage à conseiller le Pouvoir Adjudicateur dans le cas où celui-ci émettrait des demandes complémentaires ou nouvelles en cours d'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage par ailleurs à informer le Pouvoir Adjudicateur sans délai de toutes nouveautés technologiques ou de la disponibilité de tous nouveaux produits, plus adaptés à ses besoins, qui surviendraient en cours d'exécution du marché

Le Titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur de toutes les formalités et/ou autorisations que cette dernière devrait accomplir et/ou obtenir.

3.1.5 Secret professionnel et obligation de discrétion

Le Titulaire est tenu de maintenir confidentiels tous les renseignements et documents qui lui sont communiqués dans le cadre du marché et de ne pas les utiliser, divulguer et/ou reproduire, ainsi que les produits qui lui sont confiés pour d'autres usages que celui faisant l'objet du marché. Le Titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs.

Tout manquement à cette obligation pourra conduire à la résiliation du marché et/ou du marché subséquent concerné et ce, par dérogation à l'article 51 du CCAG TIC, sans préavis et sans indemnités, sans préjudice des dommages et intérêts et de toutes les pénalités qui pourraient être infligées au Titulaire du fait des indiscrétions commises.

3.1.6 Localisation des services

Les centres de données seront situés au sein de l'Union Européenne.

Dans les 8 jours de l'entrée en vigueur du marché, le Titulaire s'engage à notifier par courrier à la CCI Hauts de France l'adresse des centres d'hébergement sur lesquels l'ensemble des services seront fournis.

Sous réserve de l'accord préalable et écrit de la CCI Hauts de France, le Titulaire aura la possibilité, pendant la période d'exécution du marché, de déplacer le lieu de cet hébergement vers tout autre lieu de sa convenance, dans la même zone géographique. Ce nouveau centre d'hébergement devra offrir une infrastructure technique, des conditions

d'exploitation et un raccordement au réseau de qualité au moins égale à ceux fournis par le Titulaire sur le ou les centre(s) d'hébergement initialement prévu(s).

Les frais de cet éventuel déménagement seront à la charge du Titulaire, qui en informera la CCI Hauts de France avec un préavis de 3 mois depuis la date prévue pour le déménagement.

Les modalités techniques de transfert devront être réalisées par le Titulaire, de telle manière que les données restent accessibles.

3.1.7 Qualité et performances

Le Titulaire s'engage à fournir les prestations d'hébergement et d'infogérance selon les critères de qualité et de performance des services convenus.

Les engagements de niveau de services du Titulaire s'appliquent à compter de la mise à disposition de la solution.

Pendant toute la durée du présent marché, le Pouvoir adjudicateur pourra proposer toute modification des indicateurs retenus et/ou leur remplacement, par tout indicateur complémentaire pertinent, quant à la qualité des services.

Les conditions de modification et/ou de mise en place des indicateurs seront définies d'un commun accord.

La nouvelle version sera approuvée conformément aux règles définies entre les parties.

3.1.7 Restitution de documents

En cas de besoin, le pouvoir adjudicateur met à la disposition du Titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation de la mission ou lui facilite l'obtention des informations et renseignements dont il pourrait avoir besoin. Tous les documents qui auront ainsi été mis à disposition devront être remis au représentant de la personne publique dans les 15 jours suivant la fin de mission.

3.1.8 Réversibilité

Un plan de réversibilité devra être défini. Il récapitulera l'ensemble des projets à mener permettant au réseau des CCI HDF de redevenir autonome dans l'exploitation de l'application et de ses données dans le cas d'un changement de prestataire ou pour toute autre raison. Il porte, notamment sur :

- La fourniture sur support normalisé des données des fichiers utilisés ;
- La fourniture des descriptions des données et des tables (séparateurs, positions, longueurs, types ...) ;

Ce plan de réversibilité débutera sur demande écrite du réseau des CCI HDF et fait intégralement partie du présent marché. Pendant toute la procédure :

- Le soumissionnaire s'engagera à respecter l'ensemble de ses obligations contractuelles et à assurer une continuité dans la fourniture des prestations, sous réserve des éventuelles perturbations rencontrées dans la fourniture ou le niveau de qualité des prestations qui seraient dus à la mise en œuvre des opérations de migration ;
- Le soumissionnaire conseillera La CCI HDF et s'engagera à lui fournir les informations nécessaires pour lui permettre de préparer la réversibilité.

Les différentes étapes identifiées sont les suivantes :

- Définition du Plan de Réversibilité ;
- Initialisation de la phase de réversibilité ;
- Préparation du transfert ;
- Transferts ;
- Recette.

3.1.9 RGPD

Lors de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (ci-après dénommé « RGPD »), ainsi que la loi informatique et libertés.

Le titulaire agit, au titre du présent marché public, en qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du règlement susvisé. A ce titre, dans le cas où il traite des données à caractère personnel, le titulaire s'engage notamment à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché public et pour la durée définie par le Pouvoir Adjudicateur ;
- traiter les données conformément aux instructions du Pouvoir Adjudicateur (sauf s'il considère qu'une instruction est contraire au droit de l'Union ou des Etats membres, auquel cas, il en informera le Pouvoir Adjudicateur). Par ailleurs, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le Pouvoir Adjudicateur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- prendre toutes les mesures requises en matière de sécurité des données telles qu'imposées par l'article 32 du RGPD et par le guide de sécurité de la CNIL tel que mis à jour en 2024, et justifier de ces mesures au Pouvoir Adjudicateur.
- ne pas recruter un sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale du Pouvoir Adjudicateur, et veiller à ce que ce sous-traitant ultérieur présente des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées. Aider le Pouvoir Adjudicateur, dans la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.
- Notifier au Pouvoir Adjudicateur, tout incident ou toute violation de données à caractère personnel au plus tôt.
- Tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Pouvoir Adjudicateur.
- supprimer ou renvoyer ces données selon les instructions du Pouvoir Adjudicateur.
- mettre à la disposition du Pouvoir Adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations.

Lors de l'attribution de la consultation, le Pouvoir Adjudicateur s'assurera du respect, par le titulaire, du RGPD.

Si nécessaire, des clauses définissant le rôle de chacune des parties seront fournies au Sous-traitant, ainsi qu'un document de sécurité à compléter.

3.2 Obligations du pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur désignera des interlocuteurs privilégiés du Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Tout changement de cet interlocuteur sera signalé au Titulaire du marché.

ARTICLE 4. CONTRÔLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS

4.1 Contrôle des prestations fournies

Le Titulaire est tenu de présenter au Pouvoir Adjudicateur les prestations dans les conditions prévues au présent CCTP.

Le Pouvoir Adjudicateur prononce la réception des prestations, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre. La réception prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision de réception.

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur estime que les prestations et/ou les livrables, sans satisfaire entièrement aux conditions de l'accord-cadre, peuvent être utilisés en l'état, il notifie au Titulaire une décision de réception assortie de réserves. Cette recette fait alors l'objet d'un procès-verbal écrit, daté et signé par les deux parties comportant la liste des réserves constatées.

Les frais engendrés par les éventuelles corrections apportées aux prestations et/ou aux livrables sont à la charge du Titulaire.

Aucune recette ne peut être tacite.

4.1.1 – Mise en ordre de marche

La MOM est notifiée par le titulaire au pouvoir adjudicateur, qui en accuse réception.

En application de l'article 29 du CCAG-TIC, le titulaire dispose de trente jours à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche.

4.1.1 – Vérification d'aptitude au bon fonctionnement

La vérification d'aptitude au bon fonctionnement aura lieu, au plus tard un mois, à compter de la date de notification du procès-verbal de mise en service du dispositif. Si celle-ci est positive il est procédé à la vérification de service régulier.

4.1.2 – Vérification de service régulier

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.

La régularité du service s'observe pendant 1 mois, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le pouvoir adjudicateur.

Si la vérification de service régulier est négative, le représentant du pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement, de rejet total ou de réfraction.

Si la vérification de service régulier est positive, le représentant du pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations. La décision est notifiée par le représentant du pouvoir adjudicateur, par courriel. Le titulaire en accuse la réception sans délai, afin de pouvoir donner une date certaine à cette réception.

4.1.3 – Réception

Le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché.

La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la livraison des prestations.

4.1.4 – Ajournement

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises

au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point, dans un délai de quinze (15) jours conformément à l'article 34.2.1 du CCAG-TIC.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

4.1.5 – Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il peut les admettre avec réfaction des prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être présentée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

4.1.6 – Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG-TIC, en cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

ARTICLE 5. GARANTIE DES PRESTATIONS

5.1 Garantie de disponibilité et de performance

Le Titulaire offre une garantie de parfait fonctionnement des services, c'est-à-dire un fonctionnement conforme aux niveaux de services définis pendant toute la durée du présent marché.

En cas d'incident affectant l'infrastructure d'hébergement, le Titulaire s'engage à rétablir l'accès et/ou le fonctionnement dans les plus brefs délais et, au maximum, dans les délais précisés dans l'offre du Titulaire - et acceptés par le Pouvoir Adjudicateur-, de façon à minimiser les conséquences dommageables d'un tel incident.

En cas de non-respect de ces niveaux de service, le Titulaire sera redevable envers la CCI Hauts-de-France de pénalités dans les conditions prévues à l'article « Pénalités » du présent CCAP.

5.2 Garantie de parfait fonctionnement, de temps d'intervention et de temps de rétablissement

Le Titulaire offre une garantie de parfait fonctionnement des services, c'est-à-dire un fonctionnement conforme aux niveaux de services pendant toute la durée du présent marché

En cas d'incident affectant l'infrastructure d'hébergement, le Titulaire s'engage à rétablir l'accès et/ou le fonctionnement dans les plus brefs délais et, au maximum, dans les délais précisés dans l'offre du Titulaire - et acceptés par le Pouvoir Adjudicateur-, de façon à minimiser les conséquences dommageables d'un tel incident.

En cas de non-respect de ces niveaux de service, le Titulaire sera redevable envers la CCI Hauts de-France de pénalités dans les conditions prévues à l'article « Pénalités » du présent CCAP.

5.3 Garantie de sécurité

Le Titulaire reconnaît l'importance primordiale pour le Pouvoir Adjudicateur de sécuriser son système informatique, notamment en termes d'accès logique et/ou physique, de confidentialité, d'intégrité et de sauvegarde des données.

Aussi, le Titulaire s'engage à mettre en place et maintenir une sécurité optimale tant physique, sur son centre d'hébergement, en termes, notamment, d'accès autorisé, que logique, au niveau des différents sites et des réseaux.

5.4 Garantie de robustesse

Le Titulaire garantit la robustesse de l'infrastructure préconisée par lui, c'est-à-dire que l'infrastructure a fait l'objet d'une utilisation par d'autres clients du Titulaire avant toute mise à disposition dans le cadre du présent marché.

5.5 Garantie d'évolution

Le Titulaire garantit que son infrastructure est conçue de façon à permettre la réalisation de nouvelles utilisations nécessitant plus de ressources.

De façon générale, le Titulaire garantit la capacité d'évolution de son infrastructure, en fonction notamment de l'évolution de l'état de l'art et des normes du marché, et de l'évolution normale de l'activité des sites et de leur trafic.

5.6 Garantie de continuité

En cas d'arrêt des relations contractuelles pour quelques raisons que ce soient, tels que la résolution ou la résiliation du marché, le Titulaire s'engage à assurer la continuité des services jusqu'au terme de la réversibilité prévue à l'article 4.1.8 des présentes.

ARTICLE 6. MODALITES ET DETERMINATION DES PRIX

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro « M0 », c'est-à-dire mois de la remise des offres.

6.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, y compris les frais de déplacement s'il y a lieu, d'hébergement et de repas des personnels du titulaire (ou des sous-traitants), ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Tous les prix donnés dans l'offre seront présentés hors taxes et toutes taxes avec spécification de celles-ci.

Frais de coordination :

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Rabais et remise :

Les prix des prestations non référencées au bordereau des prix unitaires sont traités sur la base des taux de rabais ou de majorations appliqués au catalogue des tarifs en vigueur du titulaire annexé à l'acte d'engagement.

TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

6.2 Modalités de détermination des prix

L'accord-cadre est conclu en euros.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées par application des prix unitaires, dont le libellé est donné dans le bordereau des prix (BP) de l'accord-cadre, appliqués aux quantités réellement exécutées, dans la limite du montant maximum fixé dans l'acte d'engagement.

Les prix fixés à l'accord-cadre s'appliquent aux bons de commande émis lors de la survenance du besoin.

Le titulaire certifie que les prix stipulés au présent accord-cadre n'excèdent pas ceux de son tarif public général pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

6.3 Révision des prix

Les répercussions sur les prix de l'accord-cadre initial des variations des éléments constitutifs du coût des prestations, sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Le Mois M0 est le mois de la date limite de remise des offres. Il constitue le mois d'établissement des prix du marché public.

Pour les VM et prestations associées

Les prix sont définitifs et révisibles suivant les modalités ci-dessous :

L'indice des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF63.11 – Traitement de données, hébergement et activités connexes – Données trimestrielles brutes – Base 2021 – Identifiant 010766711
publié sur: <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766711>

Périodicité de la révision : le marché sera révisable annuellement.

Pour une révision annuelle, la date anniversaire est la date anniversaire de notification du marché.

Le prix révisé à payer s'applique à la date de livraison ou d'admission des prestations.

La révision des prix est donnée par la formule :

$$Pr = Po \times [0,2 + 0,8 (Im-4/Io)]$$

dans laquelle :

Pr = prix révisé

Po = prix initial du contrat

I = indice ou index de référence défini ci-dessus

Io = valeur de l'indice ou index au mois M0

Im-4 = valeur de l'indice ou index à la date anniversaire de révisions moins 4 mois

Pour une révision annuelle, la date anniversaire est la date de notification du marché.

Les prix inscrits au catalogue sont définitifs et révisables à chaque date anniversaire de la notification du marché public par ajustement des prix des fournitures à partir de l'évolution du tarif public du titulaire.

En cas de disparition de l'indice ou index choisi et, si un nouvel indice ou index était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation du prix se trouverait de plein droit indexée sur ce nouvel indice ou index et le passage de l'ancien indice ou index au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. Dans le cas où l'indice ou index choisi ne peut être appliqué du fait de l'absence d'indice ou index de remplacement, les parties conviendraient de lui substituer un indice ou index similaire choisi d'un commun accord par une modification de marché.

Initiative du calcul de la variation des prix :

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par l'acheteur.

Les demandes de paiement sont présentées en incluant la variation des prix après transmission par l'acheteur des éléments du calcul.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité, le marché public dans le cas où la variation de prix serait supérieure à 5% par an.

6.3 Avance

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 10% (option B du CCAG), dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est fixé à 30% si le titulaire ou le sous-traitant est une TPE/ PME.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint soixante-cinq (65)% initial TTC du bon de commande.

Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint quatre-vingt (80) % du bon de commande.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT

7.1 Paiement des bons de commande

7.1.1 Périodicité des paiements

Les paiements sont échelonnés comme suit :

Les prestations de reprise de l'existant, les prestations ponctuelles et les prestations de suivi de qualité :

Ces prestations seront payées par acomptes mensuels correspondant à une fraction du prix égale aux quantités ou au pourcentage exécuté. Le solde sera versé au service fait.

La location des ressources et prestations associées :

Ces prestations seront payées mensuellement à terme échu.

Les prestations relatives à la réversibilité :

Le paiement de ces prestations fait l'objet d'acomptes, sur présentation des demandes de paiement par le titulaire au représentant de l'acheteur, selon la répartition suivante :

- Acompte correspondant au pourcentage des prestations exécutées payé à la production du planning définitif.
- Solde à la suite du procès-verbal de recette de vérification positive.

Dans tous les cas :

Le mode de paiement choisi par le pouvoir adjudicateur est le virement administratif.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le représentant du pouvoir adjudicateur (ou de la date d'exécution des prestations lorsque la date de réception de la facture est incertaine ou antérieure à cette date d'exécution).

Le titulaire a droit, sans qu'il ait à le demander, au paiement d'intérêts moratoires en cas de retard dans les paiements tel qu'il est prévu à l'alinéa précédent au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir.

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- les références du marché à savoir : CCIR-DSI-2024-94
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

A défaut de trouver ces renseignements sur les factures, le règlement ne pourra être effectué.

Le paiement interviendra 30 jours au plus tard après la réception et validation de la facture complète et conforme aux prestations exécutées.

Le Titulaire transmettra le(s) facture(s) de manière électronique via **CHORUS PRO** :

Ce portail mis à disposition par l'Etat permet de déposer et suivre le paiement des factures électroniques ; il est accessible depuis : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées pourront être déposées (avec signature électronique ou non) ou saisies directement dans le respect des conditions d'utilisation de Chorus.

Les modalités précises d'utilisation seront signifiées au titulaire.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;

5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Important :

Sans indication du numéro de commande émis par la CCI de région HAUTS-DE-FRANCE, les factures ne pourront pas être traitées et devront être retournées au titulaire du marché.

7.2 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellé au nom du Pouvoir Adjudicateur au Titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au Pouvoir Adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au Pouvoir Adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché, accompagnée des factures et de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

La demande de paiement du sous-traitant est envoyée à l'adresse suivante :

CCI DE REGION HAUTS-DE-FRANCE
TSA 11540

Le Pouvoir Adjudicateur ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le Pouvoir Adjudicateur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le représentant de la personne publique à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

ARTICLE 8. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire d'un marché a la possibilité de sous-traiter sa prestation, sous réserve d'acceptation par le Pouvoir Adjudicateur. Conformément à l'article R2193-11 du Code de la commande publique, l'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Pouvoir Adjudicateur.

Les conditions d'exercice de cette sous-traitance définies à l'article 3.6 du CCAG TIC s'appliquent.

Les modalités de paiement des sous-traitants sont mentionnées aux articles R 2193-10 à R2193-16 du Code de la commande publique.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient après le dépôt de l'offre, le candidat fournit au Pouvoir Adjudicateur les documents suivants :

- ☞ Formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » complété par le titulaire du marché et son sous-traitant
- ☞ RIB du sous-traitant en cas de paiement direct (si la prestation sous traitée > 600 € TTC)
- ☞ Déterminer le(s) prestation(s) concernée(s)
- ☞ Les documents et renseignements de candidature demandés au titulaire (à l'exception du DC1).

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG TIC, en cas de retard dans la remise de ces documents, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50€ TTC par jour de retard.

Il est rappelé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

ARTICLE 9. PENALITES

Les pénalités définies dans le présent article s'appliquent par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC et dès le premier euro.

9.1 Pénalités pour non-respect des délais d'intervention et de rétablissement

Le Titulaire s'engagera sur les délais de prise en charge indiqués ci-dessous :

Le Titulaire devra intervenir dans les 2H ouvrées (30 minutes en cas d'option haute disponibilité active) maximum à compter de l'appel téléphonique du collaborateur CCI et la réception de la nature du besoin par mail.

En cas de non-respect du temps d'intervention (GTI) défini à l'article 3.1 du CCTP, une pénalité de 50 € sera appliquée par heure de retard d'intervention, sans mise en demeure préalable.

Le Titulaire devra rétablir les services dans les 4H ouvrées (1H en cas d'option haute disponibilité active) maximum à compter de l'appel téléphonique du collaborateur CCI et la réception de la nature du besoin par mail.

Une pénalité de 100 € sera appliquée par heure de retard de rétablissement des services, sans mise en demeure préalable.

9.2 Pénalités pour non-respect du taux de disponibilité mensuel

Le niveau de disponibilité de l'infrastructure d'hébergement devra être à minima de 99,5% pour chaque mois écoulé et pour une couverture de 24h-24 /7j-7 sauf période de maintenance programmée.

En cas de non-respect sur un mois donné du niveau minimum de disponibilité, comme indiqué dans l'offre du Titulaire et validé par le Pouvoir Adjudicateur au début de l'exécution du présent marché, une pénalité forfaitaire de 300 € sera appliquée.

9.3 Défaut d'organisation du comité de pilotage annuel

Une pénalité forfaitaire de 150€ sera appliquée en cas de non-respect de cette obligation.

9.4 Pénalités pour retard dans l'envoi des rapports et comptes rendus

Le rapport et support de présentation des comités de pilotage seront fournis au maximum 5 jours ouvrés avant chaque réunion. Les comptes rendus sont envoyés au Département dans les cinq (5) jours ouvrés suivant le comité. Les pénalités sont calculées en prenant comme date de départ, la date de la réunion à laquelle il est ajouté le nombre de jours ouvrés. La date de fin correspond au jour ouvré de la réception du rapport ou compte rendu. Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, en cas de retard dans l'envoi des rapports et comptes rendus, une pénalité forfaitaire de **50€** par jour ouvré de retard.

9.5 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations d'intégration de nouveaux sites

Lors de la mise en place d'un nouveau site, le titulaire s'engage à respecter un planning d'intégration élaboré lors de la phase d'étude du projet. Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, en cas de retard dans l'exécution des prestations d'intégration de nouveau site, une pénalité forfaitaire **de 100 €** par jour ouvré de retard.

9.6 Pénalités pour violation des obligations de confidentialité et des données de protection

L'article 14.3 du CCAG-TIC s'applique pleinement.

9.7 Pénalités relatives au non-respect de la législation sociale

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, le Titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, se verra appliquer des pénalités égale à 10% du montant du marché, sans toutefois excéder la somme de 45 000€, dans l'hypothèse prévue à l'article L8224-1 du code du travail, et la somme de 75 000€, dans celle à l'article L8224-2 du même code.

Pénalités pour retard : plafonnement des montants : Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total annuel de ces pénalités est plafonné à 30% du montant HT de l'ensemble des bons de commande émis sur une (1) année.

ARTICLE 10. RESPONSABILITE/PREJUDICE

D'un commun accord, les parties conviennent expressément que la responsabilité du Titulaire sera soumise à une obligation de résultat.

Notamment, le Titulaire est soumis à une obligation de résultat sur les obligations suivantes :

- le respect des délais ;
- la conformité des éléments de l'infrastructure et la conformité de l'infrastructure dans son ensemble aux documents contractuels, aux dossiers de spécifications, au dossier de conception, aux normes et aux règles de l'art ;
- le respect des niveaux de service ;
- le caractère forfaitaire du prix pour la part à forfait du marché

La responsabilité du Titulaire pourra être engagée dans les conditions de droit commun, à raison des dommages subis par le Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire est intégralement responsable des agissements de ses préposés, sous-traitants, mandataires éventuels, partenaires, intervenant dans l'exécution du présent marché, le Titulaire rend compte sous 48 heures, à la CCI Hauts de France, des raisons qui ne lui ont pas permis d'assurer la bonne exécution du marché. Il présente les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

En cas de violations des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire.

D'un commun accord, les parties conviennent que la responsabilité du Titulaire n'est engagée, selon le principe de la réparation intégrale, que pour les conséquences des dommages directs et qu'est exclue l'indemnisation des dommages indirects.

ARTICLE 11. ASSURANCE

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens de l'établissement par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire. Celui-ci doit souscrire une assurance en responsabilité civile au cas où celle-ci serait engagée du fait de son activité ou de celle de ses préposés dans l'enceinte des lieux de prestations.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du code civil.

Il devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir Adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 12. RESILIATION

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 54 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette

décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 50.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements demandés lors de la consultation.

Résiliation à l'égard du titulaire :

L'acheteur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnités, l'accord-cadre à l'égard d'un titulaire, au cas où celui-ci aurait manqué à ses engagements ou obligations :

- à plusieurs reprises en matière d'offres pour les marchés subséquents ;
- par une exécution défailante d'un ou plusieurs marchés subséquents.

Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment, l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 3 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

ARTICLE 13. REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le Titulaire notifiera sans délai au Pouvoir Adjudicateur le jugement instituant cette procédure ; il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le Pouvoir Adjudicateur adressera à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans des conditions permettant un bon déroulement de la prestation.

En cas de liquidation judiciaire, le Pouvoir Adjudicateur prononcera la résiliation du marché sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

ARTICLE 14. ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire auront recours à une conciliation préalablement à toute instance judiciaire.

La juridiction compétente pour régler tout différend ou incident relatif au présent marché est le suivant :

Tribunal administratif de Lille
5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039
59014 Lille
Téléphone: 03 59 54 23 42
Courriel: greffe.ta-lille@juradm.fr

ARTICLE 15. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG TIC
- L'article 3.1.5 déroge à l'article 51 du CCAG TIC
- L'article 3.1.3 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC
- L'article 4.1.6 déroge à l'article 28.4.2 du CCAG TIC
- L'article 8 déroge à l'article 3.6 du CCAG-TIC
- L'article 9 déroge aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG-TIC